



Tous droits réservés

DROIT PÉNAL

Séance 2 - La classification tripartie

I. Le principe	2
II. Intérêt de la distinction	2
A) L'intérêt à l'égard des règles de fond.....	2
1) Les incriminations	2
2) Les peines.....	3
B) L'intérêt à l'égard des règles de forme	4
1) La compétence juridictionnelle.....	4
2) La prescription de l'action publique.....	5
C) Les sources.....	6
1) Les sources nationales	6
a) La Constitution	6
b) La loi.....	7
c) Le règlement	7
d) La jurisprudence	8
2) Les sources internationales	8
a) Les traités.....	8
b) La Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et le droit communautaire	9

I. Le principe



À retenir : Les infractions sont séparées entre :

- les crimes,
- les délits
- et les contraventions.

« L'infraction que les lois punissent de peines de police est une contravention.

L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit. L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un crime » (Art. 1 Code pénal 1810).

Ce principe est maintenu par le nouveau Code pénal de 1994.

II. L'intérêt de la distinction

Cet intérêt se retrouve tant à l'égard des règles de fond que des règles de forme.

Les infractions sont dissociées en fonction de la nature de la peine :

- les peines de réclusion criminelle correspondent aux crimes.
- les peines d'emprisonnement visent les délits.
- les amendes de police constituent les sanctions propres aux contraventions.

A) Les règles de fond



Définition : Les règles de fond définissent les infractions et déterminent les peines.

1) Les incriminations

- L'élément matériel

La tentative est toujours punissable pour les crimes, uniquement dans les cas prévus par les textes pour les délits, mais en aucun cas pour les contraventions.

La complicité est condamnable en matière criminelle et délictuelle. Et rarement en matière contraventionnelle.

- L'élément moral

Les infractions intentionnelles constituent des crimes, alors que les fautes d'imprudence ou de négligence peuvent se caractériser par des délits



| Exemple : L'homicide involontaire, violences involontaires...

Et aucune intention n'est demandée en matière contraventionnelle.

L'accusation doit prouver la faute, en matière criminelle et délictuelle

C'est le système inquisitoire, le rôle actif du juge dans la recherche de la preuve.

Le principe de la présomption d'innocence : tant qu'un individu n'est pas définitivement (épuisement des voies de recours) déclaré coupable par un tribunal, l'auteur présumé demeure innocent, jusqu'à que sa culpabilité soit judiciairement établie.

2) Les peines

En matière criminelle s'applique **le principe de non-cumul des peines**, mais il trouve une exception concernant les amendes contraventionnelles.

La prescription de la peine **varie selon la nature de l'infraction**.



Définition : Correspond à la période à l'extinction de laquelle, le prévenu ou l'accusé ne devra plus effectuer la peine prononcée, car prescrite.

Elle est de :

- 20 ans pour les crimes
- 6 ans pour les délits
- 1 an pour les contraventions

B) Les règles de forme

1) La compétence juridictionnelle

Le tribunal de police est compétent pour les contraventions

Le tribunal correctionnel est compétent pour les délits

Enfin, la cour d'assises ou de la cour criminelle est compétente uniquement en matière de crimes.



Définition : La Cour criminelle est une nouvelle juridiction en expérimentation afin de pallier la lenteur des procédures devant les assises. Elles sont compétentes pour les crimes passibles de 15 à 20 ans de réclusion criminelle.



Attention : Les contraventions des quatre premières classes sont parfois jugées en premier et dernier ressort. Il est alors seulement

possible d'obtenir un recours devant la Cour de cassation.

En matière criminelle, la saisine du juge d'instruction est obligatoire, mais reste facultative pour les délits.

En matière criminelle sont écartées les procédures de comparution immédiate, citation directe et de médiation, composition pénale ou comparution de reconnaissance préalable de culpabilité.

2) La prescription de l'action publique



Définition : L'action publique est exercée par les magistrats du parquet au nom de la société. Dans la recherche des auteurs d'infractions : c'est un objectif à valeur constitutionnel (**DC 20 janvier 1981 sécurité et liberté**).

Depuis une **loi du 27 février 2017** portant réforme de la prescription en matière pénale, les délais sont :

- 20 ans pour les crimes
- 6 ans pour les délits
- 1 an pour les contraventions



Exemple : Un vol a été commis le **10 janvier 2020**. Le vol constituant un délit, il convient d'appliquer le délai de 6 ans. Par conséquent, si le **11 janvier 2026**, aucun acte de mise en mouvement de l'action publique n'a été réalisé, il ne sera plus possible de poursuivre cette infraction. Par acte de mise en mouvement on entend : plainte, arrestation, garde à vue...

Les crimes contre l'humanité sont imprescriptibles.

Les délais de prescription des crimes de guerre sont de 30 ans.

C) Les sources

Les sources sont très importantes en matière répressive. En effet, l'arrestation, la garde à vue, et la répression des infractions sont attentatoires aux libertés individuelles. Par conséquent, il convient d'avoir des lois précises qui déterminent les contours de ces modes d'action et des infractions réprimées.



Définition : On appelle les règles de fond, celle qui détermine les infractions et les peines associées

À l'inverse des règles de forme, qui déterminent les procédures à suivre dans le cadre de la poursuite des infractions, par les autorités de poursuite.

1) Les sources nationales

En droit pénal, il existe une multitude de sources essentielles, dont font partie la loi, le règlement, la Constitution et la jurisprudence.

a) La Constitution

La Constitution du 4 octobre 1958 constitue le sommet de ce qu'il convient d'appeler la pyramide des normes françaises. Chaque norme inférieure à la Constitution doit en respecter les principes.

La répartition de compétences est opérée par les **articles 34 et 37 de la Constitution**.

Selon ces articles, il n'y a que la loi qui est habilitée pour créer ou abolir les crimes et les délits.

Le Conseil constitutionnel joue également un rôle déterminant en ce qu'il peut donner une valeur constitutionnelle à certains principes, et censurer les dispositions législatives contraires à la Constitution.



Exemple : Par une décision des 10 et 11 octobre 1984 (**Cons. Const. 10 et 11 oct. 1984**, JO du 13 octobre 1984, p 3200, RSC 1985, p 609), le Conseil constitutionnel a décidé que la loi pénale ne pouvait pas venir sanctionner des situations qui s'étaient légalement créées avant son entrée en vigueur. C'est le principe de non-rétroactivité d'une loi pénale plus sévère qui est reconnu comme ayant une valeur constitutionnelle.

b) La loi

Question : Quelle est la place de la loi en droit pénal ?

La première source écrite du droit pénal est, aux termes mêmes du Code pénal, la loi.

Selon **l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958**, il appartient à la loi de déterminer les crimes et les délits et les peines applicables.

En ce qui concerne le droit pénal, la principale source législative de textes est le Code pénal. Le Code pénal a défini les infractions.

La seconde partie du Code pénal est la partie réglementaire, et comprend six livres

c) Le règlement

En vertu de **l'article 37 de la Constitution de 1958**, le pouvoir réglementaire a en charge la création des contraventions.



Définition : Le règlement correspond à la règle de droit émanant du pouvoir exécutif.

Les contraventions créées par décret en Conseil d'État ne sont susceptibles de prévoir que des peines d'amende allant de 38 à 1 500 euros.

Les décrets simples et les arrêtés peuvent quant à eux, compléter ou préciser une incrimination définie par la loi, ou créer une contravention.



À retenir : Le pouvoir réglementaire ne possède aucun pouvoir pour créer des peines privatives de liberté.

d) La jurisprudence



Attention : La place donnée à la jurisprudence est ambivalente. Le principe de légalité criminelle s'oppose à ce qu'une autre source que la loi détermine les infractions et interprète le sens et la portée.

Le juge est parfois amené à définir les contours de certaines infractions.



Exemple : La Cour de cassation a admis qu'en matière de viol il pouvait s'agir d'un acte consistant pour la victime à être forcée à pénétrer ses agresseurs, puis est revenue sur sa position (**Cass crim. 16 déc. 1997** et **Cass. crim. 21 oct. 1998**). Dans la limite du principe d'interprétation stricte de la loi pénale.

2) *Les sources internationales*

a) Les traités

De manière traditionnelle, la législation répressive appartenait aux États exclusivement. Toutefois, les systèmes bilatéraux et multilatéraux qui se sont développés durant l'époque contemporaine ont permis la mise en place de règles de droit pénal dont la portée ne se limite pas à un seul pays.

Par conséquent, les textes internationaux deviennent une véritable source du droit pénal.

Lorsque le traité est régulièrement ratifié, il acquiert dans notre hiérarchie des normes, une valeur supra-législative. Ainsi, le législateur français doit respecter, la Constitution française et les traités ou accords internationaux, lorsqu'il rédige une loi.

b) La Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et le droit communautaire

La Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales a été ratifiée par la France le **3 mai 1974**. C'est la CEDH qui veille à son respect par les États signataires.

Question : Quelle est la portée de ce texte quant aux règles de droit pénal ?

Cette Convention prévoit de nombreuses garanties en matière pénale, qui s'imposent aux États. À titre d'exemple l'**article 6** qui garantit le droit à un procès équitable et notamment la présomption d'innocence, l'assistance d'un avocat...

La Cour de cassation a admis que le juge pouvait, lui-même, relever la violation d'une disposition de la Convention (**Crim. 5 déc. 1978**). Toutefois, la Cour de cassation a tout de même précisé que les libertés décrites dans le texte n'étaient pas forcément absolues, et qu'un État pouvait les restreindre lorsque la convention l'y autorisait.



À retenir : L'internationalisation du droit pénal est également très marquée en droit communautaire. Les règlements directement applicables en droit interne et les directives, imposant aux États d'adopter des mesures, mais en les laissant libres d'en définir les modalités.

Le droit de l'Union européenne reconnaît notamment une valeur normative à la Convention EDH, la jurisprudence de la CJUE a rappelé la valeur des principes généraux du procès pénal (présomption d'innocence, droit d'être informé des charges, droit à un avocat...)

Cette affirmation s'illustre notamment avec la création d'un parquet européen.

Ainsi que la création d'infractions spéciales dans le Code pénal, pour des infractions portant atteinte aux intérêts de l'Union